

Syrie/Conflit

Alep : reprise attendue des évacuations

AFP  
Alep/Syrie

Des dizaines de bus du CICR et du Croissant-Rouge sont entrés dans la ville à cette fin.

UN premier convoi de bus attendait durant des heures un feu vert pour évacuer hier soir des insurgés et des civils tenaillés par la faim et transis de froid dans le réduit rebelle de la métropole syrienne d'Alep. Des milliers de personnes sont bloquées depuis vendredi dans cette poche rebelle de la deuxième ville de Syrie, conquise presque entièrement par le régime du président Bachar al-Assad après une violente offensive aérienne et terrestre qui a duré un mois, doublée d'un siège hermétique depuis juillet. Le correspondant de l'AFP a vu toute la journée des milliers de personnes agglutinées dans le quartier d'al-Amiriyah, point de départ des premiers convois partis jeudi avant que l'opération ne soit suspendue par le régime le lendemain. En vertu d'un nouvel accord entre belligérants et leurs parrains russe, turc et iranien, des dizaines de bus sont entrés dans la ville d'Alep en vue de l'évacuation, "sous la supervision du Croissant-Rouge et du Comité international de

la Croix-Rouge (CICR)", d'après les médias officiels. **BUS PLEINS A CRAQUER** Selon la télévision d'Etat syrienne, 100 bus au total se chargeront de faire sortir les civils et les insurgés d'Alep. En début de soirée, après des heures d'attente, plus de 30 bus étaient pleins à craquer, certaines personnes debout faute de place, mais les véhicules n'avaient toujours pas quitté la ville, a rapporté le journaliste de l'AFP. Des milliers d'autres personnes, dont beaucoup d'enfants, continuaient d'attendre dans le froid glacial pour ne pas rater un second convoi, a-t-il précisé. Certains ont enlevé des vêtements de leurs bagages et y ont mis feu pour se réchauffer alors que les températures avoisinent les -6 degrés celsius en soirée. Il resterait environ 40 000 civils et entre 1 500 et 5 000 combattants avec leurs familles dans le réduit rebelle, selon l'émissaire de l'Onu pour la Syrie Staffan de Mistura. Leur évacuation, qui avait débuté jeudi, s'était interrompue en raison de divergences sur le nombre de personnes à évacuer de Foua et Kafraya, deux localités chiites tenues par le régime et assiégées par les rebelles dans la province d'Idleb, voisine de celle d'Alep, dans le nord-ouest du pays. Un responsable rebelle a



Photo : AFP

Des bus du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et du Croissant-Rouge (ici à un check-point) étaient prêts hier à reprendre par dizaines l'évacuation des civils syriens.

affirmé hier à des journalistes qu'un nouvel accord avait été conclu aux termes duquel l'évacuation d'Alep se déroulerait parallèlement à celle Foua et Kafraya. Hier, une vingtaine de bus qui s'apprêtaient à entrer dans ces deux localités ont été attaqués et mis à feu par des hommes armés. Une source militaire a toutefois indiqué que cet incident ne devrait pas remettre en question l'accord. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les bus ne quitteront les quartiers rebelles d'Alep que lorsque les habitants de Foua et Kafraya sortiront de leurs localités. Le responsable rebelle prévoit une opération en deux étapes au cours desquelles les assiégés d'Alep sortiront contre 2 500 habitants de Foua et Kafraya. Par la suite, 1 500 personnes supplémentaires sortiront de ces deux vil-

lages parallèlement à l'évacuation du même nombre de gens de Zabadani et de Madaya, deux villes rebelles assiégées par le régime dans la province de Damas. **PLUS QUE TROIS MEDECINS** L'accord intervient au moment où la situation humanitaire devient de plus en plus catastrophique pour les civils bloqués, dont des enfants qui passent la nuit dans les ruines des immeubles selon le correspondant de l'AFP. Privés d'eau potable et de nourriture, épuisés, ils subsistent en mangeant des dattes. Dans le dernier hôpital du secteur rebelle, certains des dizaines de blessés et de malades commencent à succomber, selon des médecins sur place. Le correspondant de l'AFP a constaté dans l'établissement des conditions désastreuses, avec des malades et des blessés allongés sur le sol, sans eau, sans nour-

riture et pratiquement sans chauffage. Un physiothérapeute, Mahmoud Zaaza, a confié qu'il ne restait plus dans la zone "que trois médecins, un pharmacien et trois infirmiers". Le Conseil de sécurité de l'Onu devait se prononcer hier sur un projet de résolution française demandant le déploiement d'observateurs à Alep pour superviser les évacuations. La Russie, alliée du régime, a annoncé qu'elle allait y opposer son veto, des diplomates indiquant par ailleurs que Moscou avait soumis sa propre résolution. Jusqu'ici, quelque 8 500 personnes, selon un chiffre de OSDH, ont été évacuées d'Alep avant l'interruption des opérations. Une fois l'exode terminé, le régime devrait proclamer la reprise totale de la ville, enregistrant ainsi sa plus importante victoire dans la guerre sanglante qui dure depuis 2011 et qui a fait plus de 310 000 morts. C'est une offensive lancée le 15 novembre qui a permis à l'armée syrienne et à des milices alliées de reprendre plus de 90% des quartiers que les rebelles contrôlaient à Alep depuis 2012. Des centaines de personnes ont été tuées et les quartiers rebelles ravagés suscitant des comparaisons avec Berlin en 1945 ou Guernica en Espagne.

L'Afrique en bref

• Côte d'Ivoire/Législatives. Ouattara veut une solide majorité



Photo : AFP

Les Ivoiriens élisent hier leurs députés dans un scrutin dont le président Alassane Ouattara attend une solide majorité pour achever son deuxième et dernier mandat. Les résultats définitifs ne sont pas attendus avant mercredi mais des résultats provisoires étaient susceptibles de tomber dès hier soir.

• RD Congo/Crise. Kinshasa dans l'expectative

Kinshasa était dans l'expectative hier, sous forte surveillance policière et militaire, après la suspension des pourparlers pour sortir de la crise politique en République démocratique du Congo, où le président Joseph Kabila achève son mandat demain sans que son successeur ait été élu.

• Rwanda/Présidentielle. Un candidat vert en lice

Le président du Parti démocratique vert, seule formation d'opposition reconnue par le gouvernement rwandais, a été investi samedi par son parti comme candidat à la présidentielle d'août 2017, a annoncé l'intéressé à l'issue d'un bureau politique de son parti à Kigali. Frank Habineza est le deuxième à annoncer sa candidature après le président sortant Paul Kagame en janvier.

Gambie/Politique

Adama Barrow, le président élu, "sera investi le 19 janvier"

AFP  
Abidjan/Côte d'Ivoire

Affirmation du président ivoirien Alassane Ouattara, interrogé à ce sujet au lendemain d'un sommet de la Cédéao.

ADAMA Barrow, "le président élu" de Gambie dont le président Yahya Jammeh ne reconnaît pas la victoire, "sera investi le 19 janvier prochain" en dépit de l'opposition du dirigeant sortant, a affirmé hier à Abidjan le chef de l'Etat

ivoirien Alassane Ouattara. "Nous sommes engagés et déterminés à appliquer les vœux du peuple gambien d'avoir élu Adama Barrow. Toutes les mesures nécessaires ont été développées, nous ne pouvons les rendre publiques, pour pouvoir faire en sorte qu'il prenne ses fonctions le 19 janvier", a déclaré M. Ouattara interrogé par des journalistes après avoir voté aux législatives dans son pays. "Adama Barrow, président élu sera investi le 19 janvier", à la date normale du transfert de pouvoir, a-t-il martelé, soulignant que



Photo : AFP

Le président ivoirien Alassane Ouattara est formel : Adama Barrow prendra place dans son fauteuil de président gambien élu le 19 janvier.

"nous avons demandé à l'UA (union africaine) et l'Onu de nous accompagner dans ce processus". "Ma position a toujours été que les anciens chefs doivent pouvoir se retirer paisiblement et ne pas être perturbés s'ils n'ont pas commis des crimes", a ajouté le président ivoirien sans plus de précision. Le sommet annuel des pays d'Afrique de l'Ouest réuni samedi à Abuja et auquel avait pris part M. Ouattara a appelé le président gambien Yahya Jammeh à reconnaître sa défaite électorale du 1er

décembre mais sans énoncer de mesures de rétorsion pour l'obliger à quitter le pouvoir le mois prochain. Dans une déclaration télévisée le 9 décembre, Yahya Jammeh, qui gouverne la Gambie d'une main de fer depuis 22 ans, a rejeté les résultats de l'élection accordant la victoire à l'opposant Adama Barrow, une semaine après avoir pourtant reconnu sa défaite. Son parti a saisi le même jour la Cour suprême pour demander l'annulation des résultats du vote.

A travers le monde

• Etats-Unis/Présidentielle. Le collège électoral s'apprête à élire Trump

Les anti-Trump les plus farouches rêvent d'une révolte de dernière minute, mais le collège électoral, singularité américaine, devrait de manière quasi-certaine désigner ce lundi l'homme d'affaires septuagénaire comme 45e président des Etats-Unis.

• Israël/Politique. Libération anticipée pour l'ex-président Katzav

L'ex-président israélien Moshé Katzav, qui purgeait une peine de sept ans de prison depuis 2011 pour viols, a obtenu hier une remise de peine qui devrait lui permettre d'être libéré dans une semaine, a indiqué son avocat.

• Jordanie/Attaques. 7 morts près d'un site touristique

Sept personnes, dont une touriste canadienne, ont été tuées hier dans des attaques perpétrées par des hommes armés non identifiés contre des policiers près d'un site touristique dans le sud de Jordanie.

Burkina-Faso/En riposte aux attaques dont il est la cible

Le Mali pourrait autoriser l'armée burkinabè à poursuivre les groupes jihadistes sur son territoire

AFP  
Ouagadougou/Burkina Faso

LE président du Mali Ibrahim Boubacar Keïta pourrait autoriser l'armée burkinabè à pourchasser les groupes jihadistes jusqu'en territoire malien où ils se replient après leurs attaques meurtrières, a-t-il annoncé

hier. "Il ne sera pas question que l'on vienne tuer impunément au Burkina puis trouver refuge tranquillement au Mali, sûrement pas. Donc cela fera partie des choses que nous devons regarder dans les jours à venir", a déclaré M. Keïta devant la presse à Ouagadougou, en présence de son homologue burki-

nabè Roch Marc Christian Kaboré. Vendredi, douze soldats burkinabè ont été tués dans une attaque jihadiste contre un détachement de l'armée basé dans le nord du Burkina Faso, à une trentaine de kilomètres de la frontière malienne. "Leur mobilité (des groupes jihadistes, nldr) d'une fron-

tière à l'autre est évidente et tout ce que nous pourrions faire en matière de mutualisation (...) nous le ferons", a indiqué le président malien, qui s'exprimait depuis l'aéroport international de Ouagadougou où il a fait escale en provenance du sommet de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest à Abuja (Nigeria),

pour "témoigner sa solidarité" au peuple burkinabè après le "lâche assassinat" des soldats burkinabè. Le Mali lutte toujours sur son territoire contre des groupes jihadistes, qui avaient occupé le nord du pays en 2012 avant d'être dispersés par une intervention internationale, toujours en cours.